

Le ROJEP à la COP21

JOUR 10 Optimisme inquiet

Tout d'abord avant que je n'oublie, je dois vous parler de mes belles rencontres d'hier. Le matin, à peine entré sur le site après les mesures de sécurité, j'entends une clameur sur l'avenue des Champs Élysées, qui est en fait l'allée des services, et en m'approchant je vois un petit groupe de contestataires réclamant « La justice pour les femmes au sein la justice climatique ». C'est Mardi Tindal elle-même, ancienne modératrice de l'Église Unie du Canada et grande apôtre de l'écologie, qui mène le bal. Marion était présente à la COP15 à Copenhague, la COP de tous les échecs; seule responsable d'un groupe religieux à avoir assisté à toute la Conférence, elle y avait tenu un blogue quotidien et avait ensuite écrit sa fameuse « Lettre ouverte aux Canadiens et aux Canadiennes sur la foi et les changements climatiques » où elle expliquait avec brio pourquoi science et foi doivent dialoguer. Elle a été envoyée à la COP21 pour y représenter l'Église unie en tant qu'observatrice. Pas très loin dans ce petit groupe se tient Joyce Kennedy du Conseil canadien des Églises, aussi de l'Église unie, qui elle, fait partie de l'équipe du Conseil œcuménique des Églises (COE). Le slogan : *Climate Justice for Gender Justice* retentit et est repris plusieurs fois par les membres et sympathisants de ActNow for Climate, organisme parrainé par ACT (Action for Churches Together) du COE. Ils réclament que la voie



des femmes soit plus présente et plus évidente aux tables de négociations. Où sont les femmes? demandent-ils. Ce sont elles qui subissent le plus durement les impacts des changements climatiques : violences conjugales et autres, contrôle de la part des autorités, devoir aller chercher et porter de l'eau toujours plus loin, nourrir et prendre soin des enfants, difficultés de partir, de marcher, d'émigrer, enjeux propres aux femmes autochtones...On se fait la bise comme il se doit, puisque nous sommes en sol français.

Le soir, je me suis rendu à la majestueuse cathédrale anglicane américaine de Paris sur l'avenue George V. Pour ceux et celles qui ne connaissent pas Paris, cette avenue George V est située juste à côté des (vrais) Champs-Élysées à quelques pas de l'Arc de triomphe. Je longe les hôtels ultra chics Prince Galle et George V ; je passe devant les devantures des bijouteries haute gamme, de l'autre côté de la rue il y a un immense concessionnaire BMW. Quel contraste avec les quartiers plus populaires de la Gare du Nord ou de Montreuil ! Et quel contraste avec ce qui nous attend : une période toute simple de prière interreligieuse pour le climat. Organisée conjointement avec la doyenne Lucinda Laird et Fletcher Harper de GreenFaith (vous vous souvenez ?), ce temps de prière et de chants donne la parole à une dizaine de personnes de diverse foi : le groupe Jeûnes pour le climat, l'Islam, les franciscains, le bouddhisme, le judaïsme, les presbytériens et des représentants du COE. Nous chantons « Nous marchons dans la lumière de Dieu » en plusieurs langues simultanément. Un beau moment.



Bon, maintenant le vif du sujet. Un texte, un pré-accord, préparé avec l'apport de son équipe de 14 facilitateurs (dont fait partie Christine MacKenna ministre de l'Environnement du Canada) doit être rendu public aujourd'hui à 13hrs par Laurent Fabius le président de la COP21 (peut-être en avez-vous entendu parlé aux informations). Mais voilà que quatre membres du groupe Friends of the Earth (de Croatie, Malaisie, des Etats-Unis et du Mozambique) sont très inquiets : il y aurait de nombreux reculs sur les taxations justes, sans aucune véritable transformation du marché qui resterait le même, les mêmes causes ayant toujours les mêmes effets; l'équité est totalement absente du projet; certains pays et régions très vulnérables et on ne peut attendre 2020 pour agir, le réchauffement climatique, pour eux, c'est maintenant. Selon les INDC, on est encore loin du 1,5 degrés d'augmentation, on est plus près du 3%. Les plus gros obstacles, la pierre d'achoppement, c'est la différenciation : les pays riches sont indubitablement responsables de la majeure partie du réchauffement, ce sont eux les fautifs ; mais certains pays du nord comme les Etats-Unis, le Canada et l'Union européenne veulent diluer le plus possible cette notion et demandent que tous fassent leur juste part ; c'est injuste et odieux. La question d'équité est vraiment primordiale. La question de l'apport financier est reliée à l'enjeu de la dette. « Leur demande de payer les pays pauvres est illégale, non-éthique et immorale. C'est vouloir échapper à ses responsabilités pour les faire porter sur les autres, les plus pauvres. » Il y a une responsabilité historique qui est incontournable. Les Etats-Unis ont l'attitude de « Personne ne nous dira quoi faire, ni quoi payer ». L'Etatsunien est très critique de

cette attitude. « Le problème, c'est que les pays riches veulent recréer le monde à leur image. » Il constate chez le président Obama beaucoup d'occasions ratées. « L'équipe de négociation essaye de biffer la notion même de différenciation, position adoptée également par le Canada, alors que nous sommes les plus grands pollueurs du monde. Le président a l'autorité d'agir, mais il ne le fait pas. » « Cette notion de différenciation met l'accord en péril. C'est un jour triste. Ils se basent sur un rapport de l'OCDE biaisé et faussé; c'est de l'hypocrisie pure. Un manque d'ambition flagrant. » D'autres thèmes absents, comme la pauvreté, la santé, l'éducation.

C'est le même cri d'alarme chez CAN, le plus grand réseau d'organismes de la société civile œuvrant auprès des gouvernements sur la crise écologique (950 groupes dans plus de 100 pays). Il y a de grosses différences de vue. Il faudra trouver l'équilibre entre les différents aspects (finances, adaptation, réduction), ainsi que des objectifs à long terme, et globaux, la justice : les pays riches doivent reconnaître leurs responsabilités et les assumer. La différenciation bloque tout ; il faut protéger les personnes vulnérables... dans tous les pays. Il faut reconnaître la vulnérabilité des deux tiers du monde. On voit une course, une compétition qui demeure infructueuse plutôt que la solidarité. Toute la partie des pertes et dommages aurait été amoindrie et éliminée (par crainte de poursuites judiciaires). Les compensations sont ridicules : par exemple chaque fermier lésé recevrait actuellement 3\$ par année. Qu'en est-il des pertes de cultures, des langues du patrimoine; quoi faire quand un pays disparaîtra ? Il n'y a pas de réponse acceptable. Tout est fait derrière des portes closes, ce qui démontre bien le désir des riches de cacher leurs véritables discours et intentions.

Grâce à ma carte de presse, je peux me rendre sans problème et sans contrôle à la conférence de presse de Catherine MacKenna et Louise Métivier, la négociatrice en chef, d'une équipe d'une cinquantaine de négociateurs. Devant les journalistes de Radio-Canada, de la Presse Canadienne, du Globe and Mail, la ministre vante les mérites du Canada. Elle admet que la différenciation demandera encore plus de travail, mais qu'il y a eu évolution. Laquelle ? Elle dit qu'à partir de maintenant les ministres vont s'impliquer directement. Elle rappelle qu'il y a des Autochtones dans son équipe de négociations et qu'elle leur parle tous les jours. Mais quel rôle jouent-ils exactement ? Elle cite Laurent Fabius : « Il ne s'agit pas seulement du climat, il s'agit de la vie. » Le Canada vient d'endosser l'objectif de 1,5 degré, mais deux fois on lui pose la question de l'avenir des sables bitumineux et des pipelines est-ouest, et deux fois elle n'y répond pas. Comme elle ne répondra pas à l'accusation des ONG de s'aligner sur les Etats-Unis pour bloquer la partie sur les pertes et dommages. Elle propose plutôt que cela fasse l'objet d'un rapport séparé : « Ce n'est pas l'endroit. » Je fais un petit brin de jasette avec Elizabeth May, chef du Parti vert du Canada, dont le rôle est de conseiller, pas de négocier : « On avance, dit-elle ; je demeure d'un optimisme inquiet. »

David Fines